

La cyberdémocratie

pour quoi faire ?

À CETTE QUESTION, il est tentant de répondre que la cyberdémocratie est avant tout une source de services en ligne et un supermarché virtuel pour les besoins civiques des gens ! Cette

tentation, non dénuée de pertinence économique et organisationnelle, ne doit toutefois pas faire oublier l'immense potentiel pédagogique et démocratique des technologies de l'information (TIC).

De plus en plus de femmes et d'hommes sont préoccupés par la bonne gestion publique et par les valeurs qui la sous-tendent. L'Internet est, à cet égard, un puits d'informations et de pistes de réponses, parfois claires et chiffrées, parfois à décoder et à préciser.



On aurait toutefois tort de voir la cyberdémocratie, ou *edémocratie*, uniquement comme un catalogue d'informations. La cyberdémocratie, et plus généralement l'outil Web, offre un formidable potentiel d'apprentissage du questionnement ; de ce questionnement même sans lequel la démocratie n'aurait plus de sens !

Nous suggérons donc que les témoignages présentés dans cette série de l'*École citoyenne* sur Internet soient perçus comme l'expression de la curiosité créative de notre organisme et de son réseau. Dans notre vidéo, chacunE des participantEs ouvre un champ d'interrogations. Ces quatre personnes donnent aussi certains éléments de réponses dont notre société ne peut, en cette ère du tout virtuel, faire l'économie. Merci à mesdames Monique Chartrand et Colette Lelièvre ainsi qu'à messieurs Henri-François Gautrin et Jean-Yves Beaudoin pour le partage de leurs expériences et de leurs visions de la cyberdémocratie.

Pour elles et eux, comme pour nous, l'usage d'Internet est à la démocratie ce que le téléphone est à la communication interpersonnelle. L'image utilisée par le pédagogue suisse Philippe Perrenoud est à cet égard inspirante : *ce n'est pas le téléphone qui est difficile à maîtriser, c'est la lecture des annuaires et la communication orale.*

L'outil c'est bien. L'intention c'est mieux. Et visiblement, l'intention d'une démocratie améliorée habite les différentes initiatives abordées dans cette série vidéo et dans ces pages. À nous de relayer cette intention dans notre engagement citoyen.

Élaine Hémond

Directrice générale
Groupe Femmes, Politique et Démocratie

QUELQUES DÉFINITIONS DE LA CYBERDÉMOCRATIE

Selon l'Office de la langue française

C'est une démocratie basée sur l'utilisation des ressources interactives d'Internet, mises au service du processus politique et des relations avec les citoyens, dans le but de favoriser une participation directe et plus active de ceux-ci à la vie publique et au processus décisionnel.

La cyberdémocratie vise le développement et l'amélioration des relations du gouvernement avec le citoyen en tant qu'acteur politique. Les services peuvent aller de la simple diffusion de lois et règlements jusqu'à des services de vote en ligne ou de forums, de participation à des débats, en passant par les communications entre les citoyens et leurs députés.

Selon le CEFRIO

« La cyberdémocratie apparaît comme une forme d'application de la démocratie, un moyen d'exercice de la participation citoyenne passant par l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des communications¹. » Paul Prévost, Centre francophone en informatisation des organisations (CEFRIO).

Selon l'auteur Pierre Lévy

La cyberdémocratie est l'aboutissement évolutif et organique de l'intelligence collective vers un idéal démocratique planétaire implanté par les technologies de l'information. Le cyberspace offre déjà à l'humanité un nouveau lieu de communication transparent (Internet), où les médias se redéfinissent autour des nouveaux outils de communication ouverts à l'opinion publique.

¹ Source : Site Web du ministère des Services gouvernementaux : www.services.gouv.qc.ca/fr/enligne/democratie/index.asp

Au Québec,

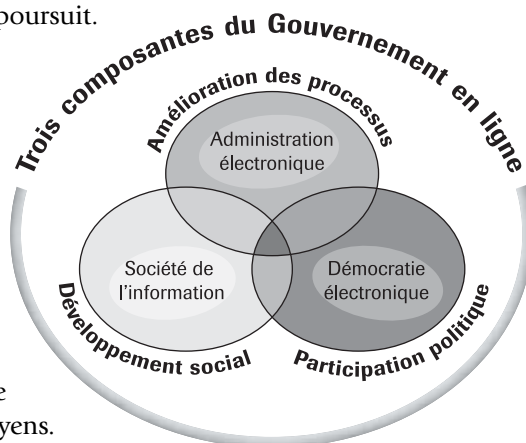
le gouvernement en ligne

une initiative pour moderniser l'État

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC a innové en se dotant, en 2003, d'un ministère responsable du gouvernement en ligne. Si au printemps 2007, ce ministère est disparu, l'intention de faciliter l'exercice citoyen par les technologies de l'information (TIC) se poursuit.

D'où vient l'idée ?

Dans son plan de modernisation 2004-2007, le gouvernement du Québec a fait de la réalisation de ce projet une priorité. L'État misait alors sur une meilleure utilisation des TIC pour redéfinir les relations entre l'administration et les citoyens.



LE GOUVERNEMENT EN LIGNE

Qu'en pensent les citoyens et citoyennes ?

En 2005, le CEFRIO a réalisé une enquête NetGouv sur la cyberdémocratie auprès des citoyennes, des citoyens et des entreprises du Québec. Les résultats de ce sondage révèlent que 54 % des Québécois aimeraient voter de façon électronique. Soixante-six pour cent d'entre eux souhaiteraient que ce nouveau système de votation soit disponible rapidement.

Toujours selon le CEFRIO, seulement 2 % des Québécois ont déjà participé à une consultation publique en ligne du gouvernement québécois. Trois raisons sont principalement évoquées pour expliquer le faible taux de participation :

- le manque d'intérêt (34,9 %);
- la non-connaissance de telles activités (31,9 %);
- l'inaccessibilité à Internet (23,3 %).

Toutefois, 14,3 % des citoyens du Québec pensent que leurs commentaires pourraient influencer le programme politique du gouvernement en place. Enfin, 33 % considèrent que les renseignements personnels détenus par l'État doivent être facilement accessibles aux citoyens qui en sont propriétaires.

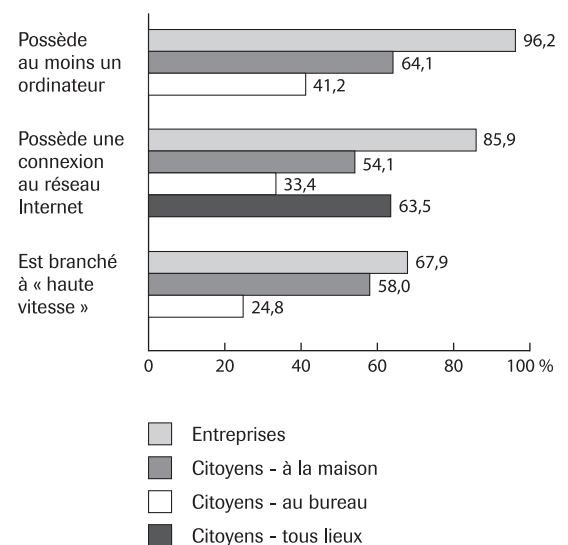
LES OBJECTIFS DU GOUVERNEMENT EN LIGNE

- Améliorer la prestation de services ;
- Renforcer la vie démocratique ;
- Permettre l'émergence d'une administration publique plus performante tout en réduisant les coûts pour la collectivité.

Tel qu'il a été défini par le ministère des Services gouvernementaux, le gouvernement en ligne touche plusieurs volets.

- **L'administration électronique**, c'est-à-dire l'amélioration de l'ensemble des processus administratifs et de prestation de services au citoyen ;
- **La cyberdémocratie**, c'est-à-dire le développement et l'amélioration des relations avec les citoyens et citoyennes en tant qu'acteurs politiques ;
- **La société de l'information**, c'est-à-dire le développement et l'amélioration des relations sociales avec l'ensemble des parties prenantes de la société civile (groupes de pression, associations sans but lucratif...).

BRANCHEMENT À INTERNET AU QUÉBEC



Source : Enquête NetGouv 2004, réalisée par le CEFRIO

QUI A ACCÈS À INTERNET ?

Selon l'enquête NetGouv réalisée par le CEFRIO en 2004 auprès des citoyens, des citoyennes et des entreprises du Québec, 54,1 % des adultes québécois ont accès à Internet à domicile. Plus de la moitié de ce nombre (58 %) navigue au moyen d'une connexion haute vitesse. Si l'on tient aussi compte de l'accès Internet en milieu de travail, 63,5 % des adultes du Québec disposent d'un accès à Internet.

Le milieu municipal

Bromont,

une ville branchée !

BROMONT est une municipalité du Québec qui compte près de 6 000 habitants. Cette petite ville est située entre Montréal et Sherbrooke. Avec son projet de ville branchée, Bromont a permis à sa communauté de prendre les devants en matière d'intégration des technologies dans le monde municipal au cours des dernières années.

Le projet de Bromont était soutenu par une mission : transformer la façon dont les citoyens communiquent, vivent et se gouvernent.

En 2001, la Ville a confié le développement et la mise en place du projet à un organisme à but non lucratif (OBNL) : *Bromont, collectivité ingénieuse*. Un partenariat a dès lors été créé entre la Ville et l'OBNL. Actuellement, la démarche novatrice et intégrée de Bromont sert de modèle à d'autres collectivités désireuses de devenir ingénieuses au Québec, au Canada et dans le monde.

Quelques réalisations de Bromont, collectivité ingénieuse

- Plan de communication et d'activités promotionnelles
- Activités de formation et de soutien
- Animation des communautés d'intérêts (écoles, adolescents, anglophones)
- Cours de création de page Web pour les organismes et commerces
- Création du nouveau site Web (Internet et Intranet)
- Programme d'achat d'ordinateurs par les citoyens
- Bulletin d'information virtuel bilingue pour les citoyens
- Présentations lors d'événements à l'international



Jean-Yves Beaudoin

Directeur du projet
Bromont, collectivité ingénieuse

Quelques réalisations de la Ville de Bromont

- Accès à Internet gratuit à l'hôtel de ville et à la bibliothèque
- Adresse courriel pour chaque membre du conseil et communication électronique avec les élus et élues
- Conseil municipal sans papier
- Consultations en ligne sur la révision des règlements d'urbanisme, la politique culturelle, la politique familiale et le choix de l'emblème floral de la Ville



Des résultats

À Bromont, en 2006, les résultats du projet de cyberdémocratie sont déjà mesurables. Le premier indicateur est sans doute le taux de branchement des citoyens à Internet. Si la ville offre un milieu de vie rural, elle a tout de même réussi à rendre Internet accessible à 92 % des foyers, alors que 54 % des Québécois ont accès à Internet à la maison.

L'administration souligne aussi que le site Internet de la Ville accueille de 500 à 600 visiteurs et visiteuses chaque jour.

Misant sur son milieu de vie accueillant, sur son offre technologique et son approche démocratique inclusive, Bromont a aussi courtisé de futurs résidents, notamment les travailleurs autonomes. L'entreprise de séduction a bien fonctionné puisque la population de la ville a bondi de 25 % en 3 ans. La mairesse de Bromont, Mme Pauline Quinlan, affirme que le passage aux technologies a non seulement permis des gains notables, mais engendré des économies de temps et d'argent.

LES MUNICIPALITÉS QUÉBÉCOISES ET LE WEB

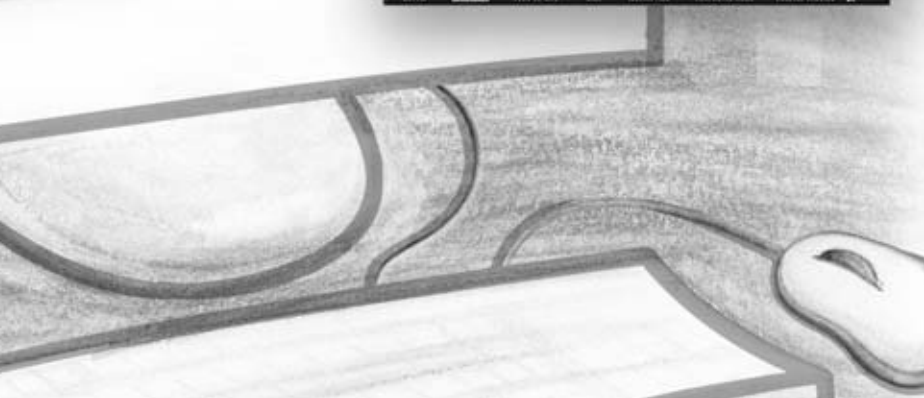
À la demande du ministère des Affaires municipales et des Régions, le CEFRIO réalisait en 2006 sa troisième recherche concernant l'apport des technologies de l'information aux collectivités locales et régionales. L'enquête *Le Web municipal au Québec 2006* a été menée auprès des 1 117 municipalités québécoises, où on a répertorié 506 sites Web actifs. En 2006, le nombre de municipalités disposant d'un site Web était de 506 (45,3 %). Cela signifie que 87,8 % de la population québécoise habite une municipalité branchée. Les sites de Gatineau, de Bromont et de Montréal, contenant le plus d'éléments recherchés dans la grille d'analyse du CEFRIO, ont offert les meilleures performances lors de cette enquête.



QUELLE PLACE POUR LA CYBERDÉMOCRATIE DANS LE WEB MUNICIPAL ?

Les éléments retrouvés le plus fréquemment sur les sites Web municipaux relèvent majoritairement de l'information : historique de la ville, liste des membres du conseil, carte du territoire. Un bon pourcentage de municipalités branchées intègre également des éléments de leur offre de service sur le Web : services culturels et récréatifs (70 %) et services touristiques (67 %).

Toutefois, les processus relevant de la cyberdémocratie (sondages, consultations publiques, diffusion de réunions) se font rares sur les sites des administrations locales. Les sites municipaux sont un peu plus nombreux à offrir des documents associés à la vie démocratique : publications et rapports téléchargeables (40,1 %) et procès-verbaux des réunions du conseil des maires (34,4 %).



La cyberdémocratie

En connaître les enjeux et en éviter les écueils

« **LES ENJEUX** liés à l'accès aux technologies pour de larges pans de la population et particulièrement pour les personnes plus démunies se posent avec acuité, estime Monique Chartrand, directrice générale de Communautique. L'accès aux technologies devient un élément supplémentaire de la lutte à la pauvreté et à l'exclusion². » Elle craint que la fracture numérique vienne s'ajouter aux autres fractures sociales.



Monique Chartrand

Directrice générale de Communautique

COMMUNAUtique

Ils sont des moyens privilégiés d'information et d'offre de service. » C'est dans ce contexte que s'est créé, en 2005, l'organisme Communautique voué à l'appropriation sociale et démocratique des technologies par les groupes communautaires et les populations à risque d'exclusion.

Qu'en pense le milieu ?

Communautique a procédé à une consultation du milieu communautaire à propos du gouvernement en ligne et de la cyberdémocratie. La page citoyenne et le vote électronique étaient parmi les thèmes soumis à la consultation.

Plusieurs enjeux ont été identifiés au terme de cet exercice. Monique Chartrand rapporte, entre autres, un questionnaire sur l'aspect démocratique de la démarche de mise en place du gouvernement en ligne au Québec. « Les groupes ne sentent pas qu'ils ont réellement prise sur le projet ni qu'ils soient partie prenante de son élaboration, puisqu'ils n'ont pas été consultés par le gouvernement, dit-elle. Il y a aussi le risque de cette fracture numérique qui préoccupe le milieu, de même que la disparition de l'aspect humain lors des processus démocratiques en ligne. »

² Source : Monique Chartrand, *Le gouvernement en ligne : les enjeux pour les milieux communautaires et les populations défavorisées*, 14 octobre 2005 : www.communautique.qc.ca/reflexion-et-enjeux/internet-citoyen/journee-octobre-2005/gouvernement-en-ligne.html



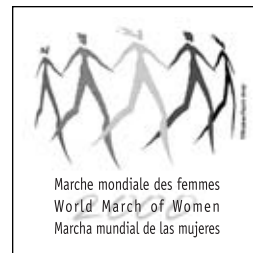
LA FRACTURE NUMÉRIQUE. QU'EST-CE C'EST ?

La fracture numérique désigne l'exclusion d'une partie de la population, en raison du fait qu'elle n'a pas accès aux services et aux processus démocratiques en ligne. Au Québec, les populations les moins branchées à la maison ou celles qui utilisent le moins Internet regroupent majoritairement les personnes à faibles revenus, moins scolarisées, plus âgées et les personnes handicapées. Les femmes se sont généralement moins bien approprié les technologies que les hommes et les milieux ruraux restent moins branchés que les milieux urbains.



Women Space

De la cyberdémocratie au cyberféminisme



WOMEN SPACE, un organisme canadien qui a son siège en Ontario, se préoccupe de l'accès des femmes à l'ensemble des ressources permises par les technologies de l'information (TIC).

Dans sa publication *Parole de femmes*, Women Space définit le cyberféminisme.

QU'EST-CE QUE LE CYBERFÉMINISME ?

« Le cyberféminisme examine les technologies et les intersections entre le genre, la culture, le corps et la technologie. Il se préoccupe tout autant de la théorie que de la pratique. Bien que cette théorie demeure critique des moyens ayant favorisé l'intégration des technologies de l'information dans nos vies quotidiennes et de leurs conséquences, elle ne se cantonne pas dans cette critique et continue d'explorer le potentiel des TIC comme instruments de contestation et de changement de notre société patriarcale³. »

³ Source : Cyberféminisme : *De la théorie à la pratique*, avril 2006 : <http://parolesdefemmes.ca/fr/node/760>

Le pouvoir du Net

Selon Woman Space, le cyberspace fournit un réel pouvoir aux femmes et aux groupes de femmes qui peuvent, grâce à cet outil, établir des réseaux au-delà des frontières nationales. Il s'agit d'un lieu où les femmes et les groupes peuvent échanger leurs préoccupations communes et organiser la défense de leurs intérêts en tant que groupe.

Au Québec et au Canada, les groupes féministes utilisent Internet pour partager des préoccupations, se transmettre de l'information sur de nouvelles lois, des nouvelles, des projets, etc. Certains groupes ont même organisé des actions pour exercer des pressions auprès des gouvernements grâce à des campagnes de cartes postales électroniques, des

pétitions en ligne et des courriels envoyés aux députées et députés.

L'Internet offre également aux femmes et aux organisations de femmes les moyens pour partager les ressources, les outils et les compétences pour rendre leur action encore plus efficace.

Selon Women Space, au Canada, la fracture numérique entre les genres s'expliquerait par le fait que les Canadiennes manquent souvent des ressources nécessaires pour se servir d'Internet. À cet égard, voici les ressources qui leur feraient trop souvent défaut :

- l'argent (coût de l'équipement et des logiciels, branchement à l'Internet),
- le temps,
- la disponibilité de l'équipement à proximité de chez soi ou dans un centre pour femmes,
- l'accès à large bande,
- les occasions de recevoir de la formation et de se perfectionner,
- le soutien technique (souvent plus difficile à obtenir pour les femmes en région rurale),
- les outils permettant aux femmes handicapées d'avoir accès à l'Internet,
- la disponibilité de l'ordinateur familial partagé avec un conjoint ou des enfants⁴.



Colette Lelièvre

Chargée de liaison francophone de Women Space

Parmi les organisations de femmes du Canada et du Québec présentes sur Internet :

- La Coalition pour l'égalité des femmes (www.canadaelection.net)
- l'Alliance canadienne féministe pour l'action internationale (www.fafia-afai.org)
- Cybersolidaire : www.cybersolidaires.org
- Groupe Femmes, Politique et Démocratie : www.femmes-politique-et-democratie.com
- NetFemmes : <http://netfemmes.cedacf.ca>
- Womennet : www.womennet.ca
- Women's eNews : www.womennews.org
- Women Space : www.womenspace.ca

⁴ Source C. J. Rowe, *La fracture numérique entre les sexes, le contexte canadien*, mars 2006 sur <http://parolesdefemmes.ca/fr/node/518>

POUR EN SAVOIR PLUS

SITES WEB

Ville de Bromont : www.bromont.net

CEFRIO : www.cefrio.qc.ca

Communauté : www.communautique.qc.ca

Francofemmes : <http://www.francofemme.org>

Ministère des Services gouvernementaux : www.services.gouv.qc.ca

Women Space : www.womenspace.ca

Groupe Femmes, Politique et Démocratie :
www.femmes-politique-et-democratie.com

RÉFÉRENCES

CEFRIO (2006), *Site Web municipal. Guide pratique à l'intention des élus et des gestionnaires des municipalités du Québec* :

www.cefrio.qc.ca/pdf/Guide_Web_municipal.pdf

CEFRIO (2006), *Le Web municipal au Québec* :

www.infometre.cefrio.qc.ca/loupe/enquetes/webmuni_2006.asp

CEFRIO (2005), *NetGouv 2005. La cyberdémocratie au Québec* :

www.cefrio.qc.ca/rapports/Net_Gouv_2005_FS.pdf

CEFRIO (2004), *NetGouv 2004. Services gouvernementaux en ligne au Québec* :

www.cefrio.qc.ca/rapports/Net_Gouv_2004_FS.pdf

La cyberdémocratie

Ce cahier *Traces et Jalons* est un document d'accompagnement pour la cinquième série vidéo de l'École citoyenne sur Internet. Il complète l'information contenue dans les clips présentés sur le site Web du Groupe ou sur les DVD produits et diffusés par Vidéo Femmes.

Cette série de l'École citoyenne porte sur la **cyberdémocratie**. Mireille Pelchat, adjointe au GFPD, accueille quatre personnes qui abordent la cyberdémocratie sous différents angles.

Le Gouvernement du Québec et la cyberdémocratie

Henri-François Gautrin, ministre des services gouvernementaux en ligne

Bromont, ville branchée

Jean-Yves Beaudoin, directeur du projet

Les enjeux sociaux de la cyberdémocratie

Monique Chartrand, directrice générale de Communauté

De la cyberdémocratie au cyberféminisme

Colette Lelièvre, chargée de liaison francophone de Women Space Canada

Prenez le chemin de l'École citoyenne sur Internet
www.femmes-politique-et-democratie.com



Groupe Femmes, Politique et Démocratie
2750, chemin Sainte-Foy, bureau 209
Sainte-Foy (Québec) G1V 1V6
Téléphone : 418 658-8810
Courriel : info@gfpd.ca
www.femmes-politique-et-democratie.com

Produit grâce à la participation financière de



Industrie Canada Industry Canada



Condition féminine Canada Status of Women Canada

Services
gouvernementaux
Québec



La vidéo

Document de formation citoyenne / 21 min / 2007 / couleur

Réalisation Éline Hémond et Rozenn Potin

Assistante de production Annick Beaulieu

Direction photo Patrick Dô

Prise de son Patrice Plante

Musique originale Jean-Michel Borgeat

Maquilleuse Brigitte Bilodeau

Productrice Pauline Voisard

Le cahier d'accompagnement

Coordination Éline Hémond

Recherche et rédaction Mireille Pelchat et Éline Hémond

Illustration et graphisme Claire Gagnon

Impression Conception graphique BCGD

Distribution

Vidéo Femmes

291, rue Saint-Vallier Est, bureau 104

Québec (Québec) G1K 3P5

Téléphone : 418 529-9188

Télécopie : 418 529-4891

Info@videofemmes.org

www.videofemmes.org

